

France : C'est la crise ! La censure face au gouvernement Hollande-Valls doit s'exprimer dans la rue

samedi 30 août 2014, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 30 août 2014).

Dans un contexte européen, de récession voire de déflation, de guerre à l'Est du continent et de montée des forces de droite et d'extrême droite, la France a une singularité : c'est le pays qui conjugue montée d'une extrême droite d'origine fasciste et crise politique aiguë, gouvernementale et institutionnelle.

Sommaire

- [Un gouvernement néolibéral !](#)
- [Une crise politique ouverte](#)
- [Les divisions de la droite \(...\)](#)
- [Le spectre de l'éclatement \(...\)](#)
- [Et le Front de gauche ?](#)
- [Éléments de réponses anticipés](#)

La démission du premier gouvernement Valls, quatre mois seulement après sa formation, et la nomination d'un deuxième gouvernement Valls, est une nouvelle manifestation de cette crise politique, que les institutions de la V^e République contiennent de moins en moins. Et la réponse de l'équipe au pouvoir à ces convulsions, c'est l'approfondissement du cours néolibéral et la préparation d'une politique autoritaire. C'est la mise en cohérence entre une politique d'austérité sans précédent et la composition d'une équipe gouvernementale clairement libérale, avec notamment le choix comme ministre de l'économie d'un associé-gérant de la banque d'affaires Rothschild, Emmanuel Macron, qui affirme haut et fort que la « gauche classique est un astre mort » et qu'il faut détruire « l'économie statutaire » - comprenez tous les acquis sociaux et statutaires publics qui peuvent encore protéger les salariés. Nombre d'observateurs et même de députés PS ont parlé de provocation pour caractériser la nomination de ce banquier au gouvernement.

Un gouvernement néolibéral !

Le choix de ce deuxième gouvernement Valls [le premier a duré du 31 mars au 24 août] est celui d'une fuite en avant dans l'application de la politique actuelle dite de « l'offre », une politique au service des profits capitalistes, toujours plus d'aides au patronat, toujours plus d'austérité, avec en perspective le vote d'un budget construit sur l'aide de 40 milliards aux entreprises et des réductions drastiques des dépenses sociales ainsi que des investissements pour les services publics. Ces mesures résultent de la pression des marchés financiers et des exigences du remboursement de la dette et de ses intérêts, sur laquelle se sont alignés Hollande et la direction du Parti socialiste. Cette politique a, d'ailleurs, lors d'un discours de Valls à l'université d'été du Medef [le 27 août 2014], été

ovationnée par les patrons. Ce gouvernement est l'expression politique de l'alliance directe avec le patronat dans le cadre du « pacte de responsabilité ».

Austérité sans précédent car à la différence des politiques d'austérité de la fin des années 1970 ou des années 1980, l'offensive néolibérale actuelle vise à détruire ce qui reste d'acquis ou de conquêtes sociales arrachées depuis 1944-45 [dès mars 1944, le Programme du Conseil national de la Résistance établissait un programme qui définit les contours de « l'Etat social français »].

Dans la compétition mondiale qui fait rage entre les Etats-Unis, les pays dits émergents dont la Chine et le « noyau dur » de l'Europe, les classes dominantes européennes et la bourgeoisie française ont décidé de casser le « modèle social européen » ou ce qu'il en reste : l'objectif est de baisser les salaires entre 20 et 30% comme en Grèce, en Espagne ou au Portugal. Cela passe par le blocage ou la diminution des salaires, mais aussi par l'allongement du temps de travail. Le ministre banquier (Macron) a déjà déclaré – dans un entretien à l'hebdomadaire *Le Point*, un jour avant sa nomination officielle – que des accords d'entreprise pouvaient remettre en cause les 35 heures. L'agenda social du patronat et du gouvernement est de poursuivre le démantèlement de la sécurité sociale, de faire exploser les conventions collectives [de branche et à l'échelle nationale : un modèle suisse comme cela l'a été présenté lors de la dernière l'université d'été du Medef] et le code du travail en donnant la primauté aux accords d'entreprises [1], et de réduire les services publics.

Jusqu'à cette étape, la réalité de l'économie et de la société française – la 6^e puissance mondiale – a amorti le choc des contre-réformes si l'on compare la situation française avec celle des pays d'Europe du Sud, mais les exigences du patronat comme les choix actuels du gouvernement indiquent qu'ils vont passer à la vitesse supérieure.

Une crise politique ouverte

La source de la crise politique, c'est ce changement historique mené par les gouvernements successifs qui ont détruit brutalement les conditions de travail et de vie de millions de gens. Ces politiques sont largement rejetées et provoquent d'autant plus une crise de représentation que les institutions comme les partis traditionnels ne sont plus que les relais des marchés financiers et des transnationales capitalistes.

Car, si les institutions de la V^e République permettent encore à François Hollande de gouverner, elles ne masquent plus la réalité des rapports de forces réels dans le pays. La politique de Hollande et Valls est minoritaire dans le pays, elle est minoritaire dans la gauche et elle est minoritaire dans le Parti socialiste. Jusqu'à quand le président et le gouvernement tiendront-ils ?

Rappelons que la politique de Valls n'a pesé que 5,63% lors de la Primaire présidentielle socialiste [qui s'est tenue en octobre 2011] ! Avec ceux et celles qui suivent Hollande cela peut aller jusqu'à 15 à 20 % du PS. Le gouvernement peut discipliner sa majorité parlementaire à coup d'articles 49.3 [2], en exigeant un vote de confiance à sa politique. Mais cela suffira-t-il ? On ne peut plus écarter l'hypothèse d'un gouvernement minoritaire à l'Assemblée nationale. A partir de là, deux hypothèses sont possibles : un nouveau gouvernement socialiste ou la dissolution de l'Assemblée nationale. La menace d'une dissolution peut contraindre les députés socialistes à s'aligner, surtout que dans la situation actuelle de nouvelles élections consacreront, très certainement, une large victoire de la droite et de l'extrême droite et un processus de dislocation du PS. Mais les députés socialistes savent aussi que Hollande et Valls les entraînent dans l'abîme.

Les divisions de la droite et la pression de l'extrême droite

Car ce qui guette aujourd'hui le pays c'est qu'un effondrement du PS laisse la place à une poussée de la droite et du Front National, sur un fond de montée du racisme et de toute sorte d'idées réactionnaires. Jusqu'où ira le nombre de suffrages qui se portera sur le Front national, soit d'élections anticipées qui le « boosteront », soit lors de l'échéance normale des présidentielles de 2017 ?

C'est la question qui est posée et qui surdéterminera toute la situation à droite. Quelle sera aussi la situation d'une UMP (Union pour un Mouvement Populaire) au bord d'une implosion résultant de ses affaires de corruption et de sa guerre des chefs ? De ces questions peuvent surgir des réorganisations de la droite qui peuvent s'ordonner autour du Front national et d'une droite autoritaire qualifiée de populiste mais aussi autour « des centres », prêts sous la houlette de l'Union européenne et du gouvernement de coalition allemand – entre la CDU et le SPD – à former une coalition d'union nationale allant du PS et des Verts au centre droit...

Nous n'en sommes pas là, en particulier parce que les institutions et le mode de représentation empêchent la formation de coalition d'Union nationale.

Enfin, tous les sondages indiquent que le PS serait balayé par les droites et l'extrême droite. Dès lors, la présence d'un candidat du PS n'est pas assurée au deuxième tour de la présidentielle, seule une division ouverte de la droite pourrait lui laisser un certain espace.

Le spectre de l'éclatement et de l'effondrement pour le PS

La trajectoire « sociale libérale » du Parti socialiste n'est pas nouvelle. Son intégration dans les sommets de l'Etat et du capital financier est avérée depuis plusieurs années. Même l'adjectif « social » de « social-libéral » est même de trop. Son processus de transformation de parti social-démocrate en type de « parti démocrate à l'américaine » est bien avancé. Même Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, reconnaît, à sa manière, que « *l'identité du PS s'est dissoute dans la gestion* ». Mais le coût de ces transformations structurelles dans cette conjoncture de crise historique est tel que cela provoque des tensions, confrontations, des fissures et des fractures.

Qui peut dire ce que sera la situation du PS dans les semaines ou les mois qui viennent ? Jusqu'à maintenant un processus comparable à celui du PASOK – le Mouvement socialiste panhellénique qui s'est effondré – semblait écarté, mais les choix de l'équipe Hollande-Valls peuvent provoquer un effondrement de ce PS. Deux cents députés socialistes ont signé un appel à soutenir le gouvernement, mais il y a 300 députés socialistes. Que font – ou feront – les autres ? A ce stade, ces fragmentations ne débouchent pas sur des courants de gauche. Une des variantes à envisager, face à l'échec de Hollande-Valls serait une réorganisation de l'appareil socialiste avec Martine Aubry – qui se déclarent opposée à la suppression toute récente de l'encadrement des loyers – ou d'autres qui se profilent, comme étant « plus à gauche » que la direction actuelle. Mais tous, jusqu'à ce jour, ont accepté les politiques d'austérité. D'ailleurs, tous les « frondeurs », divers et variés, ont soutenu, voire participé à un gouvernement qui a adopté la ligne du « pacte de responsabilité », cet accord scélérat avec le patronat. Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, occupant les avant-postes dans cette politique.

Il n'empêche que « trop c'est trop ». Le Parti socialiste, selon Cambadélis, a perdu plus de 25'000 adhérents depuis deux ans. L'affaiblissement du parti est une donnée de la situation présente : quelle sera l'ampleur des divisions internes, des évolutions des uns et des autres ? Jusqu'où une telle

situation peut ouvrir, dans les rangs des militants socialistes et au-delà, des espaces de questionnements, de débats et de possibilités d'actions contre les politiques d'austérité ?

Et le Front de gauche ?

Cette crise politique gouvernementale risque aussi d'accélérer les tensions et les fractures au sein du Front de gauche [coalition qui a pris forme lors des élections européennes de 2009]. La formule initiale du Front de gauche est « caduque ». Un coup terrible lui a été porté par le choix des dirigeants du PCF de s'allier, lors des élections municipales de mars 2014, dans les principales villes avec le Parti socialiste. Parti communiste qui poursuit ses discussions avec le PS pour des alliances lors des prochaines élections sénatoriales de septembre 2014.

Le PCF a beau dire que les militants socialistes ne suivent pas le gouvernement ; lui poursuit les discussions avec la direction du PS, celle qui soutient le gouvernement Hollande-Valls. Quant à Jean Luc Mélenchon [ex-figure de proue du FdG], il vient de démissionner de la direction du Parti de gauche [« son » parti et une des formations initiales du FdG] pour jeter les jalons d'un mouvement pour la VI^e République... autour de sa candidature pour la prochaine élection en 2017.

Comment prétendre lutter pour la démocratie et s'inspirer de méthodes « de type bonapartistes » qui contournent les partis et rejettent la démocratie réelle de ceux d'en bas ? La crise de représentation politique peut réserver des surprises, mais, si Chavez a eu un rôle progressiste contre l'impérialisme américain dans les conditions historiques spécifiques de l'Amérique latine, un projet de type « chaviste » peut-il constituer, dans l'Europe de ce début de XXI^e siècle, une réponse à la crise ?

Eléments de réponses anticapitalistes

Dans ce décalage entre la réalité du pouvoir et celle des rapports de forces sociaux réels, les tensions sociales et politiques ne peuvent que s'exacerber et l'explosion sociale ou démocratique peut surgir à n'importe quel moment et sur n'importe quelle question. Les manifestations racistes ou réactionnaires ne sont pas non plus à écarter. Lorsque les classes dominantes et les appareils traditionnels ne peuvent plus régler les problèmes brûlants de la situation par les méthodes parlementaires, alors c'est l'irruption des jeunes, des classes populaires, qui est à l'ordre du jour.

Les polarisations sociales et politiques entre une droite ultra du type « Tea Party » à l'américaine et des mouvements sociaux radicaux peuvent aussi constituer une des données de la situation. Quelles sont, alors, les pistes d'une réponse démocratique, radicale anticapitaliste à la crise ?

1° La question sociale reste au centre de la situation politique. Toute la politique économique et sociale du gouvernement doit être rejetée, en commençant par le « pacte de responsabilité » et le budget qui met en application les cadeaux au patronat et les attaques contre les services publics et la sécurité sociale.

La crise est telle - avec un chômage de plus de 5 millions de personnes [3] et une pauvreté qui explosent - que ce qui est à l'ordre du jour ce n'est pas un replâtrage ou un saupoudrage du pacte de solidarité avec le Medef, mais un programme d'urgence au service des travailleurs et travailleuses ainsi que du plus grand nombre : interdiction des licenciements, augmentation du Smic et des salaires, création massive d'emplois publics, défense des 35 heures et réduction du temps de travail, défense de la sécurité sociale, nationalisation des secteurs clés de l'économie sous contrôle

des salarié-e-s, planification socio-écologique, annulation de la dette illégitime, rupture avec les traités européens.

La crise est si profonde que les demi-mesures ne peuvent constituer des réponses crédibles et qui s'inscrivent sur la durée. Les exigences des classes dominantes sont si fortes que la satisfaction des besoins sociaux élémentaires ne peut éviter l'affrontement avec les marchés financiers, le grand patronat, sa représentation politique, et l'Union européenne, ce qui implique la nécessité d'engager une réorganisation anticapitaliste de l'économie.

2° La crise politique exige aussi des réponses démocratiques radicales. Une fois de plus, les institutions de la V^e République montrent leur caractère antidémocratique : alors que la politique du gouvernement est minoritaire dans le pays, Hollande et le gouvernement, concentrant tous les pouvoirs, passent en force. Pour dénouer cette crise politique, il faut donner la parole au peuple, mais la question n'est pas de remplacer une majorité par une autre dans le cadre de ces mêmes institutions et de ces mêmes politiques d'austérité engagées par la droite ou la gauche dite traditionnelle.

De même, quel sens a la revendication de VI^e République si l'on maintient, comme le défendent Jean-Luc Mélenchon et les responsables du Front de gauche, la clé de voûte des institutions de la V^e République, à savoir l'élection du président de la République au suffrage universel ?

Il faut un grand chambardement institutionnel : un démantèlement des institutions de la V^e République, en finir avec l'élection d'un Président de la République, et le mode actuel de scrutin majoritaire à deux tours. Plus largement, la crise actuelle de représentation politique exige la rupture avec les institutions actuelles et l'ouverture d'un processus constituant qui mette au centre la « démocratie réelle » : des assemblées élues au suffrage universel de la commune au niveau national qui décident de toutes les questions politiques, sociales et économiques. Les marchés capitalistes ne doivent plus primer sur la démocratie. C'est au peuple et à ses représentants de décider pas aux banquiers et capitaines d'industrie !

C'est ce que défendraient les anticapitalistes dans un tel processus. Cette nouvelle démocratie doit aussi s'accompagner d'une représentation proportionnelle de tous les courants et positions politiques. Un processus de déprofessionnalisation de la politique doit être engagé. Les revenus des élus ne doivent pas dépasser le salaire moyen du pays. Le cumul des mandats doit être exclu. Les citoyens doivent être régulièrement consultés, au niveau où les décisions doivent être prises, par assemblées ou référendums.. Bref, « une démocratie du peuple par le peuple et pour le peuple ».

Les blocages politiques actuels exigent que les travailleurs et travailleuses et les classes populaires fassent irruption sur la scène sociale et politique. Bien sûr, les objectifs sociaux et démocratiques que défendent les anticapitalistes exigent d'autres rapports de forces sociaux et politiques, mais des tournants brusques sont à prévoir. Il ne faut pas laisser « la censure » aux diverses manœuvres parlementaires ou à la droite et l'extrême droite. Elle doit s'exprimer dans la rue.

De nouvelles générations comme celles apparues lors des grèves à la SNCF montrent que les salarié-e-s, lorsque les conditions de la lutte sont réunies et ont été réunies, résistent aux attaques gouvernementales et patronales, même s'il peut y avoir un décalage substantiel entre la combativité et une conscience politique anticapitaliste.

Les manifestations contre l'agression israélienne à Gaza témoignent aussi de la mobilisation d'un secteur de la population des quartiers populaires. Le 12 avril dernier une coalition de syndicats, d'associations, de partis a rassemblé des dizaines de milliers manifestants contre les politiques d'austérité. Il faut souligner que dans ces mobilisations, le NPA, avec d'autres, a eu un rôle positif. Il

faut maintenant redoubler dans cette voie unitaire et rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent s'opposer, à gauche, à la politique du gouvernement, sur des objectifs et des revendications concrètes, comme le refus du budget Hollande-Valls. Tout pas en avant pour la mobilisation populaire doit être soutenu.

Mais il ne faut pas, une fois de plus, retomber dans les ornières de combinaisons « plus à gauche », mais qui restent dans le cadre des politiques d'austérité et/ou des institutions actuelles. Face à la crise politique, qui désoriente, et démobilise le peuple de gauche, il faut l'action et la discussion commune, mais pas pour se retrouver à la remorque d'ex-ministres qui – il y a peu – soutenaient le pacte de responsabilité. L'efficacité contre le patronat, les droites et l'extrême-droite, c'est la rupture avec toutes les politiques d'austérité et l'indépendance nette vis-à-vis du Parti socialiste et de toutes forces qui s'allient avec lui.

C'est dans ce cadre que peuvent se construire des éléments d'une alternative et d'un rassemblement anticapitaliste.

François Sabado

P.-S.

* Cet article a été écrit pour la revue Viento Sur « Francia : ¡Es la crisis ! » :
<http://www.vientosur.info/spip.php?article9354>

Nous reproduisons ici le texte original français avec les notes insérées par la rédaction d'A l'encontre (<http://alencontre.org/>)

* François Sabado est membre de la direction du NPA.

Notes

[1] Plus d'un patron français, lors de cette dite université, a vanté les mérites de la loi sur le travail helvétique qui s'étale sur 32 pages ; l'exposé des dérogations prenant plus de place. Ils n'ont pas mentionné la condamnation par l'OIT de la pratique patronale suisse concernant les licenciements de délégués du personnel, pratique qui place le patronat suisse aux côtés des pratiques patronales dans des pays d'Amérique centrale. (Rédaction A l'Encontre)

[2] L'article 49 de la Constitution de la Cinquième République (1958), alinéa 3, permet au gouvernement d'imposer l'adoption d'un texte par l'Assemblée, immédiatement et sans vote, ce à quoi l'Assemblée ne peut s'opposer qu'en renversant le gouvernement par une motion de censure, tel que le précise l'alinéa 2. (Rédaction A l'Encontre)

[3] Depuis 9 mois le nombre de chômeurs de catégorie A est en hausse. Fin juillet 2014, selon les données officielles de l'INSEE, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A – sans aucune activité – s'élève à 3'424'400. En cumulant ceux et celles de catégorie B (à la recherche d'un emploi et ayant exercé une activité de courte durée de moins de 78 heures sur le mois), et de catégorie C (à la recherche d'un emploi et ayant une activité courte de plus de 78 heures), le total s'établit à 5'083'800 en France dite métropolitaine. Ce nombre est en hausse de 0,8% (+40'600

chômeurs) sur un mois et de 5% sur un an. (Rédaction A l'Encontre)